



DSK tacle Jospin

« En 2002, on avait un programme mais pas de projet », a reconnu Dominique Strauss-Kahn dans un entretien pour l'émission « En aparté » diffusée samedi sur Canal+. Pour cette élection présidentielle, qui a vu le candidat socialiste Lionel Jospin éliminé au premier tour, « nous avons établi une longue liste de machins à faire, mais on n'avait pas une vision à long terme de ce qu'on voulait proposer aux Français comme chemin », a-t-il admis, « je pense que c'est une des causes de l'échec de 2002 ».

(Photo Mehdi Feddouach/AFP)



Total doublera sa production

Le groupe français Total va doubler sa production de pétrole au Venezuela, a annoncé hier le président vénézuélien Hugo Chavez à l'issue d'un entretien à l'Élysée avec Jacques Chirac.

Dans le cadre de sa visite de travail à Paris, Chavez s'est entretenu hier matin avec le président de Total Thierry Desmarest. « Nous avons décidé que Total va passer de 200 000 à 400 000 barils par jour, donc va doubler sa production avec un investissement de plusieurs milliards de dollars », a expliqué le président vénézuélien.

(Photo Philippe Wojazer/Reuters)



Iznogoud de la gauche ?

Claude Allègre a vivement critiqué Laurent Fabius, pour son non au référendum sur la Constitution européenne. Dans une interview au « Nouvel Observateur », l'ancien ministre de l'Éducation nationale de Lionel Jospin affirme que le non de Fabius l'a « coupé du PS » et qu'« aujourd'hui, pour la présidentielle, les militants choisiraient Hollande ».

« Si Laurent Fabius avait le quart de l'intelligence politique de François Hollande, il ne serait pas réduit à jouer le rôle de Iznogoud de la gauche, depuis dix ans », ironise-t-il.

(Photo François Guillot/AFP)



Jean-Louis GOMBEAUD

LES SALAIRES A LA TRAÎNE

Notre cuisine sociale rappelle beaucoup les pratiques culinaires d'outre-Atlantique. Pour être sûrs que leurs plats aient du goût, les Américains mélangent souvent un peu tout ce qui leur tombe sous la main. Partisans de méthodes pratiques et expéditives, ils s'imaginent ainsi déguster d'un seul coup toutes les saveurs de la terre.

Aujourd'hui, les syndicats français ont donc décidé de tout mélanger. Emploi, salaires, 35 heures, etc. pour lancer leur journée d'action dans le public et le privé, histoire de lui donner du piment ! Estimant sans doute que la journée avait de fortes chances d'être un succès, le ministre des Affaires Sociales a, la veille, appelé les entreprises à ouvrir des négociations salariales. On ignore si M. Jean-Louis Borloo espère avoir de l'influence, mais nous pouvons lui prédire que ses appels resteront sans écho. Chacun reconnaît qu'il ne ferait pas de mal à la conjoncture de dynamiser un peu la demande intérieure. La croissance a besoin de débouchés pour s'exprimer, ce que permettrait un relèvement des rémunérations, surtout qu'en la matière il y a du retard à combler puisque le pouvoir d'achat a mieux stagné depuis 2002. A coup de 0,5 % par an, les salariés ressentent évidemment bien des frustrations. Il est vrai que la publication des résultats fracassants des entreprises du CAC 40 a mis le feu aux poudres. Mais ce CAC 40 est un baobab florissant qui cache une forêt d'arbustes moins verdoyants : 0,0005 % des entreprises ! Or, ces entreprises-là ont consenti beaucoup d'efforts au relève-

ment accéléré du SMIC imposé par le gouvernement qui certes leur a accordé des baisses de charges pour les aider en ce sens. Au total, la seule progression du pouvoir d'achat de ces deux dernières années a de fait touché les salaires allant de 1 à 1,3 fois le salaire minimum soit un tiers des salariés. Les autres n'ont pratiquement rien obtenu. Bien entendu, ça rue un peu dans les brancards. Comme par ailleurs l'État n'a plus d'argent, ou presque plus, pour réduire significativement les prélèvements qui en réalité augmentent si l'on ajoute à l'IRPP la fiscalité locale et les cotisations sociales, les Français, en regardant leur feuille d'impôts et la fiche de paie, commencent à se trouver peu à l'aise. On imagine d'autant plus difficilement que les entreprises puissent céder aux appels de M. Jean-Louis Borloo que leur politique sociale se veut plus diversifiée : participation, plan d'épargne retraite, pénibilité, mesures individuelles... au lieu des rémunérations globales d'antan. De plus, on ne tient pas suffisamment compte d'un phénomène nouveau vieux de six mois seulement, le retour au déficit commercial du pays. Autrement dit, la valeur de ce que nous consommons est supérieure à celle de ce que nous produisons. C'est un verrou. Ce jeudi, nous sommes donc partis pour une belle journée revendicative qui, sauf quelques énervements, ne fera sans doute pas grand mal. Si, une fois passée, cette journée a comme les autres un après, on doute qu'elle ait des lendemains.

Grèves : première épreuve des JO

Principales perturbations

Les syndicats appellent aujourd'hui les salariés du public et du privé à cesser le travail et à descendre dans les rues. A Paris, les grévistes ont promis de ne pas perturber la mission du Comité international olympique

✓ TRANSPORTS TRES PERTURBES

SNCF : la direction prévoit en moyenne la circulation d'un TGV sur deux, de 30 % des Corail, et de 25 % à 50 % des Trains express régionaux selon les régions.

RATP : la direction prévoit une rame sur quatre à une rame sur cinq en circulation sur l'ensemble des lignes pendant toute la journée et un RER sur quatre.

Transports urbains : des préavis de grève ont été déposés pour les réseaux de 55 villes notamment à **Cannes**, **Marseille** et **Nice**.

Trafic aérien : des arrêts de travail sont prévus jusqu'à demain 7 heures à la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) par des syndicats d'aiguilleurs du ciel. Des perturbations sont donc à prévoir. Pour en savoir plus un numéro gratuit : **0-805-77-02-03**.

✓ EDUCATION NATIONALE

Les écoliers, collégiens et lycéens pourraient bien bénéficier d'une journée de congés aujourd'hui dans de nombreux établissements scolaires, l'ensemble des fédérations syndicales de l'Éducation nationale ayant appelé à la grève.

✓ SERVICES PUBLICS

Le mouvement touchera aussi l'ensemble des services publics. Les usagers pourraient donc trouver portes closes dans de nombreuses administrations notamment la **Sécurité sociale**, l'**UNEDIC** (assurance-chômage) ou encore les **caisses de retraites** et les **organismes de prévoyance**. Des préavis ont également été déposés à **La Poste**.

✓ AUTRES SECTEURS CONCERNES

Des appels à la grève ont été lancés à **EDF** et **GDF**, **France Télécom**, dans plusieurs entreprises privées de l'agro-alimentaire ou encore dans le secteur de la métallurgie.

Grèves et manifestations mêlant fonctionnaires et salariés du privé vont ponctuer aujourd'hui une journée de revendications à dominante salariale, qui devrait fortement perturber les transports publics, alors que le Comité international olympique analyse les atouts de Paris pour l'attribution des Jeux 2012.

Après les manifestations de la Fonction publique fin janvier et celles réunissant public et privé le 5 février, CGT, CFDT, FO, CFTC, Unsa et Solidaires appellent les salariés à se mobiliser pour les salaires, l'emploi et les 35 heures.

De très nombreux débrayages sont annoncés dans le secteur public et les entreprises privées. Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, prévoit un « mouvement social très important » et fait état de « plusieurs milliers de décisions d'arrêts de travail, d'une durée variable ».

Le pouvoir d'achat au cœur des revendications

L'économiste de la CGT, Jean-Christophe Le Duigou, parlant d'une « smicardisation » des salariés en France, affirme que le pouvoir d'achat du salaire moyen a perdu « 5 à 6 % en trois ans ». Dans la Fonction publique, les syndicats

parlent de 5 % de perte depuis 2000.

En outre, les lycéens ne désarment toujours pas, après deux mois de mobilisation contre la loi Fillon sur l'école, et grossiront les rangs des manifestations.

Une quarantaine de manifestations sont déjà prévues dans toute la France. A Paris, un cortège mené par les leaders syndicaux, ira de la place d'Italie à la place de la Nation, un itinéraire scrupuleusement choisi pour ne pas croiser le chemin de la commission du Comité international olympique, venu jauger les atouts des sites olympiques du nord et de l'ouest de la capitale.

Une polémique avait éclaté à ce sujet, certains s'inquiétant de voir ternir l'image de la ville, en concurrence avec Londres, Madrid, New York et Moscou pour accueillir les JO en 2012.

« J'ai vu les syndicats un par un et tous soutiennent le projet. C'est un processus établi, ils se sont tous manifestés en faveur des Jeux », déclarait Philippe Baudillon, le directeur général de Paris 2012, il y a deux semaines. « Paris est assez grand pour accueillir deux événements et pour nous, c'est plutôt bien, cela nous permet de communiquer davantage. »

THALASSA FAIT ESCALE
PRÈS DE CHEZ VOUS !

Georges Pernoud
vous donne rendez-vous
en direct de Cannes
demain dès 20h50
sur France 3



rediffusez Thalassa sur france3.fr



Les chercheurs ne lâchent pas la pression

Les chercheurs de retour dans la rue. Un an après le grand mouvement du début de l'année 2004, plusieurs milliers d'entre eux ont défilé dans les principales villes universitaires mercredi pour dénoncer la politique du gouvernement en matière de recherche publique et réclamer des moyens supplémentaires.

Les syndicats, qui avaient appelé d'une seule voix à cette journée de grève et de manifestations, dénoncent principalement l'avant-projet de Loi d'orientation et de programmation pour la recherche et l'innova-

tion (LOPRI) préparé par François Fillon et François d'Aubert et qui privilégie, selon les protestataires, la recherche privée considérée comme « rentable ».

A Paris hier, la police a compté 3 000 manifestants, soit trois fois plus que lors du précédent défilé le 4 février dernier, et le collectif « Sauvons la recherche » en a recensé 7 000. Les chercheurs ont également manifesté par centaines dans plusieurs villes universitaires, notamment à Bordeaux, Nantes, Marseille ou encore Lyon.

(Photo Mehdi Feddouach/AFP)